

CHAMBERT Géraldine
12, chemin Cascavel
Résidence Les manguiers, app. 4
97421 LA RIVIÈRE
LA RÉUNION

À La Rivière, le 27 mars 2020

Objet : GESTION COTISATIONS, Membre EFOIR et SUBVENTIONS 2019 en provenance de l'Agence française de développement (AFD) (Ze'Défi), la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (Biz'Nes Rencontres- novembre 2019) et Madame la Députée Ericka BAREIGTS, pour le site marchand de « NoW ! »

Madame La députée, Madame La Déléguée Régionale aux Droits de la Femme, Madame Gilberte Médard, (AFD), Mesdames les Adhérentes

C'est en ma qualité de trésorière de l'association EFOIR que je vous écris.

En effet, malgré mes demandes amiables répétées à la Présidente de l'association, Madame Chahéda RIVIERE, en vue d'obtenir les pièces comptables de l'association pour l'exercice en cours, je n'arrive pas à exercer le mandat que vous m'avez confié en assemblée et à pouvoir rendre compte en vue de l'approbation des comptes de la prochaine assemblée :

a) **aux adhérentes (qui cotisent à hauteur de 100 à 200 euros par membre).**

J'ai, même appris incidemment, par un mail début mars, dont je n'étais pas destinataire, **qu'il a été décidé par qui ? d'abandonner la mise en place d'« AssoConnect », pourtant validée en Bureau** et de revenir au bon vieux système du paiement direct par virement, chèque ou espèces des adhésions et autres recettes sans aucune visibilité sur les comptes et moyens de paiement détenus et gérer par la présidence (chéquier, carte bancaire et espèces), je n'ai même pas de signature sur ces comptes...

b) **aux administrations** qui ont versé en 2019, des subventions, et à qui l'association EFOIR aussi rendre compte dans les six mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée : soit, dans les trois cas indiqués en objet, **au plus tard au mois de juin 2020**. (annexe 1 : texte de référence Article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifié par la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 – art. 18, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations)

Aussi, j'ai adressé **un courrier recommandé avec accusé de réception du 29/02/2020**, réceptionné le 03/03/2020 (et dont une copie avait été adressée à la préfecture de La Réunion), afin de mettre à l'ordre du jour de la prochaine réunion du bureau d'EFOIR, prévue le **27/03/2020**, les points suivants :

- Mise à disposition des factures, recettes et justificatifs des engagements de dépenses de de l'association EFOIR pour l'exercice en cours (2019) au titre de mon mandat de trésorière ;
- **Fournir** tous les documents nécessaires à l'établissement des comptes rendus financiers liés aux subventions versées en 2019 à EFOIR, à destination des personnes émérites et organismes ci-dessus cités,
- Voter la certification des comptes par un **expert-comptable** des comptes de l'association en raison de **constats de fautes répétées, flagrantes dans la gestion des fonds** de l'association EFOIR, de l'absence de justification des engagements de dépenses au conseil d'administration alors que les statuts prévoient que la présidente doit en demander l'autorisation. (statuts accessible sur le site d'EFOIR, dernière mise à jour 4 janvier 2019) pour les cotisations

lesquelles
??

Déclarer "jouir devant la mise à mort", "balancer sur tout le monde à tout le monde" diffamations sur les réseaux sociaux tant au niveau de l'association et personnel des personnes victimes, invite peu à aborder les problèmes de fonds !

En réponse à ces demandes, la Présidente n'a pas jugé utile de répondre à ce courrier mais n'a pas hésité à m'envoyer un courrier recommandé avec accusé de réception le 9/03/2020, réceptionné le 14/03/2020, aux termes duquel j'étais **convoquée, le 27 mars 2020, afin d'être exclue de l'association**, au motif que :

« je serais *« discordante avec la charte et les valeurs véhiculées par l'association, avec une forte intention de nuire »* balayant de la sorte, toutes les questions à traiter et issues de la rédaction de mon courrier recommandé du 29/02/2020. Le courrier de qualification des fautes graves à mon encontre est particulièrement grotesque !

Le covid-19 et mon courrier de demande de report de la réunion du 22/03/2020 ont permis effectivement de reporter la réunion d'exclusion à une date ultérieure, la procédure étant suspendue à ce jour, du fait du confinement.

ELUCUBRATION !

Or, pour votre information au titre de l'exercice 2019, nous avons obtenu différentes subventions **pour un montant global de l'ordre de 25 000 – 30 000 € (?)** dont je n'ai aucun **chiffre exact**, dont je n'ai jamais eu copie des conventions et dont j'ai été tenue informée par hasard, de manière sporadique, tardive, incomplète, sauf quand il a fallu écrire à la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale en novembre 2019, et que Mme MONNOT avait besoin d'un scribe et que nous avons ainsi obtenu une enveloppe de **4.000 euros** pour la soirée.

Vous avez payé en sus un droit d'entrée de 35 à 50 € , avec émission pour celles qui ont payé **d'un reçu fiscal émis par la présidente alors que, après vérification, l'association ne remplit pas les critères d'éligibilité pour disposer** d'une réduction d'impôt sur de l'argent public !

se référer au compte rendu du contrôleur fiscal, suite au contrôle fiscal diligenté fièrement par GC

En ce qui concerne les comptes rendus aux administrations, ils doivent être accompagnés du dernier rapport annuel d'activité et des comptes approuvés du dernier exercice clos.

Or, les documents émis pour le rapport financier de la dernière assemblée de septembre 2019 ne sont pas professionnels, une feuille Excel émanant de Mme MONNOT, secrétaire qui exerce dans les faits les fonctions de trésorière et accapare la gestion de l'association.

Quant au dernier bilan pour l'exercice de 2018 (31 000 € de recettes pour 28 000 € de dépenses) est résumé sur une dizaine de dix lignes, alors que Mme MONNOT qui saisit régulièrement pour ses clients des opérations comptables en tant que salariée moyennant l'usage de chèques emplois service, est aussi fondatrice et gérante de « Emergence Activ3 » qui offre aux participantes au **PRIX JULIE MAS de 2020** de les aider en complétant leur *business plan*, ne laissant aucun doute sur son expertise et sa compétence à faire un bilan de présentation conforme aux règles comptables, ce qui appuie mon propos sur la volonté manifeste de ne pas transmettre d'informations comptables transparentes lors de l'assemblée aux adhérentes.

UBUESQUE ! chercher les preuves

Et cette année, les subventions sont nombreuses chez EFOIR **mais je n'ai aucun moyen de justifier ni de comprendre, à part quelques informations glanées ci et là, quand et comment ont été utilisés des fonds publics et rendre compte de la mission auprès des institutions et personnes émérites :**

1) sur le site bio « NoW! » Je suis Now !

Selon un mail repris ci-après de la présidente d'août dernier (2019), une politique, (Madame la Députée, Ericka BAREIGTS) viendrait se positionner comme l'ambassadrice, dans une association à politique, d'un projet décidé avec Madame RIVIERE, Mme Myriam DUMON, secrétaire Adjointe et Mme MONNOT, Secrétaire pour mettre en place **un site marchand** de référencement de produits BIO , sans consulter le reste du bureau soit, votre Vice-Présidente et votre trésorière.

il n'y a rien à vendre sur cet annuaire et tout le monde peut s'en rendre compte

Dans cette procédure aucune règle n'a été respectée de manière à mettre en concurrence les fournisseurs, sur l'emploi des subventions pour choisir le prestataire en charge de la création (**d'office la secrétaire adjointe, Mme DUMON**, qui me l'a écrit dans un mail suite à des échanges injurieux de sa part en mars 2020)

Et encore aucune rédaction d'une convention, pourtant obligatoire puisque les fonds ont été perçus par un administrateur de l'association, membre du bureau, la secrétaire adjointe (cf. le mail de Mme DUMON de mars 2020).

J'étais ici mon propos, en reproduisant in extenso le mail de la Présidente de l'association et la réponse de sa secrétaire, Mme MONNOT adressés le 8 août dernier

Mme RIVIERE écrivait « Bonjour Géraldine,

En fait, nous n'avons même pas communiqué sur ce sujet, car nous attendions le feu Vert de la députée, en principe, elle est ambassadrice de ce projet, mais si elle ne daigne pas répondre dans les temps, tant pis on fera le nécessaire pour en parler à la presse.

*Si on modifie les statuts, il y a-t-il une conséquence si on part sur du SASU
quel serait le meilleur format pour que nous puissions garder une autonomie sur NOW-
OI en imaginant un format commercial à terme, une boutique, en ETC, bisous. »*

A mes propositions de mise en conformité, autant que faire ce peu, et à mes alertes sur le fait que ce site « Now ! » n'a aucun rapport direct avec l'objet de notre association, la secrétaire Mme MONNOT me répondait par mail en retour ainsi :

« modifier les statuts trop compliqué pour avoir l'adhésion de la majorité des membres (...) et pas de sens, prendre en compte qu'il ne s'agit que de 1000 euros par mois d'encaissement est ce que ça vaut le coup ???? »).

Bien évidemment, je tiens ces différents échanges de courriels à votre disposition.

Ces fonds publics n'ont fait l'objet d'aucune transparence auprès des adhérentes jusqu'à la soirée du Prix Julie MAS 2020 puisque les fonds publics ont servi à la mise en place d'un site marchand qui n'a pas sa place dans une association telle que la nôtre et dont les statuts doivent prévoir **expressément l'activité économique risquant sinon une action en concurrence déloyale ou parasitisme en exerçant une activité économique non déclarée sous couvert d'une association loi 1901.**

En tant que trésorière je n'ai pas été informée, ce n'est qu'en raison de ma compétence juridique que j'ai été consultée (BAC + 5 en droit et diplômée de l'université de Paris V) et de la nécessité de trouver une solution juridique pour l'emploi d'une subvention incompatible avec le but poursuivi par l'association et de l'intention exprimée de la dévoyer de sa finalité (boutique, commerce, cf. mail du 8 aout 2019)

à chacun
d'apprécier !

Seules la présidente, la secrétaire et la secrétaire adjointe ont de concert traité et géré la subvention, afin de mettre en place un site « bio », dont le seul but est de se servir de l'association d'EFOIR pour couvrir une activité lucrative et au mépris des règles de droit et statutaires qui gouverne cette association 1901 et son objet, délimitant les actions possible

Et c'est encore tout récemment, début février 2020 et toujours incidemment, j'ai appris que le site « **NoW!** » était opérationnel, à la lecture d'un dossier de présentation de l'activité d'une participante au concours du prix Julie Mas 2020 au titre de ma participation en tant que jury.

En effet, Mme AUFFRET, créatrice de l'activité « **BALANCE TES FRINGUES** » indiquait dans son dossier de candidature **avoir été « démarchée » par « NoW! »** (**Le démarchage constituant une opération commerciale**)

Au final, les craintes de la Présidente, de la secrétaire et de la secrétaire adjointe (Mme DUMON) face à ma prise de conscience de leurs nombreux manquements et de mes courriers vindicatifs mais officiel à partir du 4/04/2020, **les ont obligées à sortir du bois, et à faire état de l'existence et de l'utilisation de la subvention « Now ! » en se servant de la soirée du Prix Julie Mas du 14/03/2020, photos et discours à l'appui.**

communiqué dans le
Memento depuis juillet 2019

Soirée à laquelle, le bureau a voté le 9/03/2019, en interne, une mesure de « mise à l'écart » mon encontre pourtant, membre EFOIR depuis 5 ans, animatrice sud, trésorière et membre du JURY 2020.

A quoi s'y est ajouté, la **mise en place d'un service d'ordre à l'entrée de la soirée du Prix Julie MAS, à la demande écrite de la présidente**, motivée par la crainte « *une vive réaction de Géraldine* »...au fait que je n'ai pas été invitée.

En fait, l'objectif de cette mesure d'éloignement était d'une part, de m'écarter avec la seule fin de faire l'annonce « officielle » de l'existence de « **NoW !** » et de tenter de régulariser ce dossier devant un pare terre de presse, qui n'y a vu que du feu, mais que les statuts ne valident pas **comme mode de régularisation des droits qu'elles ont outrepassées et dont elles auront à répondre.**

La seconde raison de cet éloignement était, d'autre part, la de peur de me **voir évoquer les irrégularités du concours du Prix Julie Mas 2020 et du 1^{er} prix inéligible en l'espèce**, suite aux erreurs et aveuglement de la secrétaire du bureau et du jury pris dans son ensemble hors votre bien dévouée...preuve à l'appui démontrant bien évidemment que l'égalité de traitement est moins importante que de rembourser « 350 euros aux sept participantes qui ont déposées des dossiers hors délai, soit après le 31/01/2020 » selon écrit de Mme MONNOT,)

VOIR EXPLICATIONS DANS LE COMPTE RENDU AG 03/07/2020

Aussi, je m'interroge, au vu de la gestion par une partie du bureau de « NoW ! » du traitement des deux autres subventions, dont j'ai connaissance car il se pourrait qu'il y en ait d'autres...(cci ?)

1) l'**Agence Française de Développement** aurait accordé une subvention pour le « Ze'Défi », information glanée dans le cadre d'un dîner à Saint gilles à la Marmite avec d'autres adhérentes et Madame Gilberte « MEDARD ». Je ne connais pas non plus es montants des subventions allouées ni la manière dont les fonds ont été utilisés.

D'autant que plusieurs personnes ont œuvré gratuitement lors de cette opération, sous l'égide des Disciples Escoffier, dont Madame Chahéda RIVIERE, est devenue cette année la nouvelle Vice-Présidente.

Le concours de Mesdames Emmanuelle SABLE (qui a fourni **gratuitement les letchis**) et Nicole LECHNIG (qui a offert la vanille bleue), d'après le mail de Mme MONNOT du 14/11/2020.

De plus, un devis (toujours transmis par Mme MONNOT) a été établi pour un cocktail de 50 personnes, alors que les invitations étaient limitées à 20 personnes.

Quant au choix des invités parmi les « adhérentes » à inviter portait apparemment sur des critères hautement objectifs, je cite, Mme MONNOT au Bureau:

Beaucoup d'imagination !

« Maria et Frédéric ROUSSET, le **chouchou de qui ?** »,

« *Morgane PALMIERI, à chouchouter* » (**Mme MONNOT travaillant depuis pour le compte de REUNION PORTAGE en effectuant des relances clients, activité encore réglementée, mais avec les chèques emplois tout est permis**) et madame Morgane PALMIERI, qui a été choisie (par qui ?) pour être la Présidente du JURY, Prix Julie Mas 2020 ;

« *Élise CADRE, nouvelle membre à motiver, chargée de relations publiques* » (membre du jury du Prix Julie Mas 2020)...

Par ailleurs, ces personnes, d'après le grand répertoire de 2019 (toujours fourni par Mme MONNOT) n'auraient pas cotisé en 2019...

Le choix des adhérentes à chouchouter est donc sur ce que le bureau peut en retirer personnellement ou ce qu'elles peuvent apporter et non sur ce dont les adhérentes, de moins en moins nombreuses, ont besoin en termes d'accompagnement de visibilité, de partage, de disponibilité, de prise en compte, ce dont elles se plaignent, lire ci-après les raisons écrites d'une adhérente du sud qui n'a pas voulu renouveler son adhésion

Extrait d'un écrit d'une adhérente représentatif de ce que j'entends au quotidien sur l'association

« Toutes les activités sont payantes; même si un tarif « membre » est offert, ce sont tjrs des coûts supplémentaires à la cotisation annuelle déjà versée;

- *Il est difficile de savoir à quoi sert la cotisation annuelle! J'ai payé 200€ en 2019 et je n'ai eu aucun retour : aucune réservation/demande de devis par les membres du réseau (sauf toi et Chrystelle Ferrer!), aucun partage Facebook des publications de mon entreprise, aucune mise en valeur des membres lors d'activités mises en place par l'Asso (ex : faire tourner les logos sur PP durant un gala / remise de prix / soirées, etc.); bref, en terme de visibilité et de rentabilité, cela n'a rien rapporté à mon entreprise*
- *Je suis très déçue du manque d'interaction avec les membres du bureau... personne ne m'a appelé dans les mois suivants la création de mon entreprise pour prendre des nouvelles, s'enquérir de mes besoins de cheffe d'entreprise, etc...*
- *on ressent une certaine distance du bureau vers les membres. La meilleure preuve est que dans la situation actuelle, tu es la seule du bureau à m'avoir appelé pour prendre des nouvelles et savoir si on allait pouvoir s'en sortir....*

je ne ressens pas au sein de cette association, l'accompagnement nécessaire en tant que Cheffe d'entreprise.

Je préfère donc allouer le budget de renouvellement d'adhésion (150€) à mon enveloppe Marketing pour l'année 2020... dont j'aurais grand besoin pour remettre mon activité sur les rails. »

Qui profite de visibilité ?

Surtout, les clients de Mme MONNOT, le VIB, LA PALETTE DES VINS, et tous ceux qui peuvent lui permettre de gagner de l'argent, et qui a, **pourtant encore été condamnée en décembre 2019, à rembourser 30 000 euros à des héritiers dont elle a capté une partie de l'héritage de leur défunt père (voir jugement à votre disposition).**

- 2) **la délégation aux droits des femmes** a subventionné le Biz'Nes Rencontres du mois de novembre 2019, réglé tardivement en février 2020, à l'hôtel le Ness où l'évènement a eu lieu, avec un décompte inférieur entre le nombre de participants déclaré par Mme MONNOT et le décompte du nombre de participants comptabilisé par l'équipe du Ness !

Quant à la date de règlement du prestataire, février 2020 elle démontre un manque de respect du délai de paiement des fournisseurs et surtout pose, une fois encore question sur la trésorerie d'EFOIR, qui génère toujours des réactions épidermiques de la part de la présidente, telles qu'il ressort des échanges écrit WhatsApp du Bureau, ou elle s'en prend à un membre du bureau qui lui demandait pourquoi le règlement était si tardif et si je pouvais m'en occuper. Ces discussions écrites témoignent de sa volonté de conserver les cordons de la bourse, en dehors de toute légitimité statutaire.

Pour rappel les règles statutaires de l'association EFOIR imposent que les dépenses de l'association, **engagée par la Présidente soient validées par le bureau** (cf. lire statuts EFOIR sur le site),
Dépenses qui n'ont jamais fait l'objet d'une demande effective depuis que je suis trésorière

Face à cette obstruction à l'exercice de mon mandat il reste le bouquet final dont la Présidente est le fleuron puisqu'elle n'est plus éligible au poste de Présidente depuis quatre ans et ce, en me basant sur des critères objectifs :

- 1) La présidente d'une association de promotion des femmes chefs d'entreprise n'a aucune activité déclarée de chef d'entreprise (SIRET, sauf maintenant le démarchage commercial pour le site Now ! avec « **que 1000 euros d'encaissement** » par mois d'après Mme MONNOT), petite monnaie qui va où sert à quoi, à qui ?
- 2) les statuts de l'association ne prévoient qu'un seul mandat de **3 ans renouvelable une fois** et non – comme elle cumule maintenant – voir espère encore **une 11^e année de présidence**, étant « *toujours disponible faute d'un poste accordé à la Région* », selon un courriel au bureau écrit encore récemment !

En conclusion

J'avais juste demandé de mille et une manières, de gré et maintenant de force à la présidente d'avoir pour l'exercice, au vu de tout ce que j'ai pu constater :

- les justificatifs des recettes encaissées et des dépenses (factures engagées pour le compte de l'association et paiement),
- un véritable expert-comptable et pas La comptable, Mme MONNOT, car j'engage ma responsabilité au titre de l'argent que vous nous confiez.

J'avoue que me suis pris les pieds dans le tapis car j'avais une confiance aveugle en ces femmes qui, exploitent en fait d'autres femmes, le fruit de leur labeur, et que j'ai en ouvrant les yeux choisi, non de les fermer et de mettre une question d'honneur à sortir de cette une association, un bureau intéressé que par l'appât du gain, leurrant ses adhérentes et qui se sert de la presse pour les appâter.

Les derniers slogans me laissent pantois

« JE SUIS EFOIR » et j'en suis fière ...,

« JE SUIS NOW ! »

De qui se moque-t-on, Mesdames,

Et vous,

Qu'en pensez-vous ?

J'ai pris attache avec un avocat pour faire cesser cette gestion par tous moyens.

Je tenais à vous en informer.

Veillez agréer, Mesdames et émérites, l'expression de mes sentiments distingués.

Géraldine CHAMBERT

Copie du présent courrier aux membres de l'association et du bureau EFOIR :

- Madame CHEKOURHY Lisette, vice-présidente du Nord ;
- Madame LAURANS Catherine, vice-présidente du Sud ;

ANNEXE 1

Texte de référence **Article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifié par la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 – art. 18, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations** «[...] Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative ou de l'organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial mentionné au premier alinéa de l'article 9-1 qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée. Le budget et les comptes de tout organisme de droit privé ayant reçu une subvention, la convention prévue au présent article et le compte rendu financier de la subvention doivent être communiqués à toute personne qui en fait la demande par l'autorité administrative ou l'organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial mentionné au premier alinéa de l'article 9-1 ayant attribué la subvention ou par les autorités administratives qui détiennent ces documents, dans les conditions prévues par le livre III du code des relations entre le public et l'administration. [...] »